

**ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE
Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales
à BETZ-LE-CHÂTEAU**

La Préfète d'Indre-et-Loire, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 « engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium » ;

Vu le récépissé de déclaration n°19611 du 14 décembre 2012 délivré par la préfecture d'Indre-et-Loire à la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales, dont le siège social est situé ZAE de Chalembert, rue Blaise Pascal à Jaunay-Marigny (86130) ;

Vu le rapport de l'inspection de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire relatif à la visite inopinée du 17 février 2021 des installations exploitées par la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales au lieu-dit « Chaume de Bossin », à Betz-le-Château ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 20 avril 2021 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 21 avril 2021 informant, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, l'exploitant de la mise en demeure susceptible d'être mise en place et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les éléments de réponse de l'exploitant formulés par courrier du 21 mai 2021, complété par courriel du 3 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales sur le territoire de la commune de Betz-le-Château est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 4702-I, II et III ainsi que 4702-IV de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté ministériel susvisé du 6 juillet 2006 ;

CONSIDÉRANT que l'accidentologie relative aux installations de stockage en vrac de céréales démontre que ces installations sont à l'origine de risques technologiques ayant des conséquences graves ;

CONSIDÉRANT que les installations de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium sont susceptibles, en cas d'accident les affectant, de générer des effets au-delà des limites de propriété du site, notamment des effets de toxiques et de surpression ;

CONSIDÉRANT que la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales ne fait pas contrôler périodiquement son installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 17 février 2021 des installations exploitées par la Société Coopérative Agricole Centre

Ouest Céréales à Betz-le-Château, a constaté l'inobservation des dispositions des points 1.1.2, 2.4.1, 2.4.4, 2.7, 2.9, 2.10, 2.11, 2.12, 4.3.1 4.3.2 et 4.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions, dans un délai déterminé ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales, dont le siège social est situé ZAE de Chalembert à Jaunay-Clan Cedex (86131), pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Betz-le-Château, au lieu-dit « Chaumé de Bossin », est mise en demeure de respecter, à notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Contrôle Périodique (point 1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 6 mois à notification du présent arrêté

L'exploitant fait procéder au contrôle de ses installations de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium par un agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant fournit le bon de commande relatif à l'intervention de l'organisme agréé concernant la vérification précitée.

Si le rapport de l'organisme fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier installations classées prévu au point 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006.

Article 3 : Comportement au feu des locaux (point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 7 mois à notification du présent arrêté

Le magasin de stockage E d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et les aires de stockage extérieur de ces mêmes produits doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ;
- sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ».

Dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant fournit le bon de commande relatif à la création d'une aire extérieure de stockage des engrais conditionnées répondant aux dispositions susvisées.

Article 4 : Installations électriques (point 2.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 3 mois à notification du présent arrêté

Les installations électriques des magasins de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium et des équipements de manutention sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application des articles du code du travail, en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Elles ne doivent pas être en contact avec les engrais et doivent être étanches à l'eau et aux poussières (IP 55).

Article 5 : Rétention des aires et locaux de travail (point 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 7 mois à notification du présent arrêté

Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.

Article 6 : Cuvette de rétention des aires et locaux de travail (point 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 7 mois à notification du présent arrêté

L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Article 7 : Isolement des réseaux de collecte (point 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 7 mois à notification du présent arrêté

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant :

- adresse à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire un porter à connaissance des ouvrages mis en place pour répondre aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du présent arrêté, ainsi que le classement à retenir pour ces activités relevant de la nomenclature eau ;
- fourni le bon de commande des travaux associés à la mise en place des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux potentiellement polluées de son site de Betz-le-Château.

Article 8 : Aménagement et organisation des stockages (point 2.12 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 1 mois à notification du présent arrêté

Les stockages d'engrais vrac ainsi que d'engrais conditionnés sont organisés conformément aux dispositions du point 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006.

Article 9 : Prévention des risques et moyens de lutte

Article 9.1 : Détection (point 4.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 7 mois à notification du présent arrêté

Le magasin E de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium est pourvu d'un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Article 9.2 : Moyen de lutte contre l'incendie (point 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006)

- Délai : 3 mois à notification du présent arrêté

L'exploitant dispose d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini à l'article 9.1 ci-avant.

Dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant fourni le bon de commande relatif à la mise en place des dispositifs de détection automatique d'incendie ou de combustion complémentaires, par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz, au niveau du magasin E répondant aux dispositions susvisées.

Article 10 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il est fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 11 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète d'Indre-et-Loire, Service interministériel d'animation des politiques publiques, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE).

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 12 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, monsieur le maire de Betz-le-Château, monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le 14 JUIN 2021

Pour la préfète et par délégation,

la secrétaire générale



Nadia PEGHIER